

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE-ÉLEVAGE,
MARAÎCHÈRES, HORTICOLES
ET DE PÉPINIÈRES ET CUMA
(MARNE)
ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET RURAUX
(MARNE ET AUBE)
(12 février 1991)**

(Etendue par arrêté du 25 juin 1991,
Journal officiel du 18 juillet 1991)

AVENANT N° 45 DU 30 NOVEMBRE 2004 (1)

NOR : AGRS0597004M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Marne ;

Le syndicat des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de la Marne ;

Les syndicats des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de la Marne et de l'Aube ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Marne,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de l'agriculture FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 19 intitulé « Garantie de ressources en cas d'arrêt de travail » est modifié.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le premier alinéa du paragraphe II de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les entreprises assujetties à la présente convention doivent s'affilier à AGRI-Prévoyance, 21 rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS chargée, par accord d'adhésion conclu entre les signataires du présent avenant, de gérer un régime garanties incapacités de travail. »

Article 2

Pour tenir compte du changement de dénomination de la CAMARCA-Prévoyance, dans toutes les autres dispositions du paragraphe II de l'article 19, les mentions « La CAMARCA-Prévoyance » et « CAMARCA » sont remplacées par la mention « AGRI-Prévoyance ».

Article 3

Au 2^e alinéa du sous-paragraphe *b* du paragraphe II de l'article 19, la mention « ... égale à 80 % du salaire ... » est remplacée par « ... égale à 70 % du salaire ... ».

Article 4

Au 3^e alinéa du sous-paragraphe *b* du paragraphe II de l'article 19, la mention « ... d'une pension égale à 30 %... » est remplacée par « ... d'une pension égale à 20 %... ».

Article 5

Le sous-paragraphe *c* du paragraphe II de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *c*) Cotisations

« Les garanties sont financées par une cotisation égale à 1,55 % des rémunérations brutes versées aux salariés définis au 1^{er} alinéa du paragraphe I, réparties ainsi :

« – 0,39 % à la charge de l'employeur,

« – 1,16 % à la charge du salarié.

« Cette répartition doit permettre d'inclure, dans la participation de l'employeur, l'intégralité de la cotisation correspondant au risque accident du travail. »

Article 6

Au sous-paragraphe *d* du paragraphe II de l'article 19, la mention « 1^{er} janvier 1995 » est remplacée par la mention « 1^{er} janvier 2005 ».

Article 7

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2005 et sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique agricoles de la Marne.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)